

Zeitschrift: Collage : Zeitschrift für Raumentwicklung = périodique du développement territorial = periodico di sviluppo territoriale

Herausgeber: Fédération suisse des urbanistes = Fachverband Schweizer Raumplaner

Band: - (2014)

Heft: 6

Artikel: "Aucune des terres cultivées depuis des générations ne doit être sacrifiée"

Autor: Cuche, Fernand

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-957615>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 30.01.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

«Aucune des terres cultivées depuis des générations ne doit être sacrifiée.»

FERNAND CUCHE

Ancien Conseiller national et Conseiller d'Etat neuchâtelois, membre des Verts et d'Uniterre.

Entretien réalisé par Léo Biétry, rédaction de COLLAGE.



[ILL. 1]

[ILL. 1] Préserver les terres arables est un enjeu majeur, en Suisse comme dans le reste du monde. (Photo: Henri Leuzinger)

Après s'être engagé en faveur de la révision de la loi fédérale sur l'aménagement du territoire en vue du scrutin du 3 mars 2013, l'ancien Conseiller national et Conseiller d'Etat écologiste neuchâtelois Fernand Cuche repart cet automne en campagne pour soutenir les initiatives fédérales lancées respectivement par les Verts («Pour des aliments équitables») et Uniterre («Souveraineté alimentaire»). Il livre ici son point de vue sur les enjeux y relatifs.

COLLAGE (C): Avec les textes que proposent respectivement l'Union suisse des paysans, les Verts et le syndicat Uniterre, ce sont pas moins de trois initiatives qui sont désormais lancées, au niveau fédéral, sur les thèmes de la sécurité alimentaire et des conditions de production des denrées agricoles. Comment interprétez-vous le phénomène?

FERNAND CUCHE (FC): Ces différentes initiatives sont à mon sens l'expression d'une interrogation profonde, au sein de la population, sur les enjeux de la souveraineté alimentaire et de la durabilité de l'agriculture – enjeux qui bénéficient du reste, actuellement, d'une conjonction politique favorable. J'observe pour ma part que, si les modes de production se sont tendanciellement améliorés en Suisse – avec, notamment, une

diminution des pesticides et des engrais de synthèse –, on ignore s'il sera à l'avenir possible d'augmenter la productivité des sols en respectant des critères de durabilité. En d'autres termes: produire plus comporterait un risque de régression sur le plan écologique.

Pour sortir de l'impasse, il me paraît primordial d'inciter les citoyens à changer leurs comportements, et ce, non seulement en matière d'alimentation – par exemple en consommant moins de viande –, mais aussi en matière d'habitat et de mobilité, qui sont, comme on le sait, deux grands facteurs de consommation de terrains potentiellement cultivables.

C: Cette dernière réflexion fait clairement apparaître les liens directs qui existent entre objectifs de production agricole et politique de développement territorial. Comment avez-vous appréhendé ces articulations en tant que Conseiller d'Etat en charge de l'aménagement du territoire neuchâtelois?

FC: Sous le slogan «un canton, une vision», la stratégie du réseau urbain neuchâtelois (RUN) consistait à concentrer le développement économique et urbain sur les axes Le Locle–La Chaux-de-Fonds et La Chaux-de-Fonds–Neuchâtel, ainsi que sur une partie du littoral. Les autres régions du canton

devaient en revanche conserver leur vocation essentiellement agricole ou naturelle. Des instruments comme les contrats de région devaient par ailleurs permettre un développement concerté entre communes, afin de dépasser une gestion strictement locale de la mobilité et des implantations d'entreprises.

Ce souci d'agir à la bonne échelle me semble capital et, à cet égard, l'actuel débat sur les surfaces d'assolement à préserver me paraît révélateur. S'il s'avère que certains cantons ont été victimes d'appréciations inéquitables lors de la définition de leurs quotas de surfaces d'assolement, des ajustements devraient bien sûr être possibles, mais cela ne suffira pas. Ce qu'il faudrait, c'est définir une stratégie de développement à l'échelle nationale et instaurer un mécanisme de compensation entre cantons. Sinon, on se trouvera en pleine contradiction avec les objectifs de la LAT révisée, voulant que certaines régions puissent continuer de se développer, mais que les autres doivent y renoncer.

C: Des notions génériques comme celles de «surface d'assolement» ou de «zone agricole» recouvrent, en fait, des réalités très différentes. Entre élevage et travail de la terre, entre culture céréalière et maraîchère, entre exploitations de montagne et de plaine, l'agriculture suisse présente de multiples facettes. Or, on évoque rarement cette diversité dans les débats sur l'aménagement du territoire. Quel regard portez-vous là-dessus?

FC: Ce qui me paraît essentiel, c'est de ne sacrifier aucune des terres que l'homme cultive et entretient depuis des générations. Aucun type de culture ne doit être abandonné ou négligé. Je pense en effet que l'impression de sécurité alimentaire que nous procure le réapprovisionnement continu de nos supermarchés est trompeuse. Si l'on considère la situation au niveau mondial, on se rend compte que tout pourrait basculer très rapidement. Que ce soit en raison du développement de l'urbanisation et de la mobilité, de l'appauvrissement des sols par surexploitation, ou encore des pénuries d'eau, le potentiel naturel des sols diminue dangereusement, tant du point de vue quantitatif que qualitatif. En Europe même, des régions entières sont désertées. Il est impératif de les revaloriser.

Dans ce contexte, la problématique des surfaces d'assolement doit être envisagée sous un nouveau jour: il ne s'agit plus, comme on le concevait dans le prolongement du Plan Wahlen, de réserver des terrains cultivables en vue d'un hypothétique état de crise futur, mais bien de réagir aux problèmes d'approvisionnement qui se posent d'ores et déjà de manière très concrète à l'échelle planétaire.

C: Le maintien et la valorisation de la production agricole touchent au statut même des agriculteurs. Comment percevez-vous l'état d'esprit actuel des milieux paysans, dont vous êtes vous-même issu?

FC: De manière générale, j'observe un certain mécontentement dans les campagnes: trop d'écologie, pas assez de production; trop de paperasse, pas assez de pragmatisme; et pas assez de confiance. Beaucoup de jeunes agriculteurs – pourtant enthousiastes – ne se reconnaissent pas dans l'image d'une profession devant à la fois produire et penser biodiversité, paysage et protection des eaux. Or, quand on considère le peu de temps qui sépare deux révisions de la politique agricole – quatre ans à peine –, on comprend le malaise! Il me semblerait bien plus adapté de définir des orientations claires pour des périodes de cinq ou même huit ans, en se réservant,

entre-deux, la possibilité de procéder à des ajustements de détail. Les paysans ne veulent pas être assimilés à de simples jardiniers, mais demandent que l'on respecte la valeur de leurs terres et de leur travail.

Cela dit, on assiste aussi à une dérive productiviste qui conduit certains agriculteurs à miser sur le quantitatif – même si ça coûte en réalité plus cher! La motivation qui m'anime est précisément de rétablir le lien entre le monde paysan, qu'une grande partie de la population est prête à soutenir, et les principes d'une durabilité à laquelle le peuple suisse a également témoigné son adhésion.

ZUSAMMENFASSUNG «Es darf kein Land geopfert werden, das seit Generationen bebaut wird.»

Nachdem er sich 2013 für die Revision des Raumplanungsgesetzes engagierte, unterstützt Fernand Cuche, ehemaliger Nationalrat und Neuenburger Staatsrat der Grünen Partei, nun die Fair-Food-Initiative der Grünen sowie die Initiative zur Ernährungssouveränität von Uiterre. Laut dem ehemaligen Bauerngewerkschafter, selbst auch Landwirt, haben sich die Produktionsmethoden in der Schweiz verbessert. Ob es zukünftig möglich sein wird, die Bodenerträge unter Berücksichtigung der Nachhaltigkeitskriterien noch zu steigern, ist jedoch ungewiss. Deshalb ist es wichtig, die Bürger zu einem Verhaltenswechsel zu bewegen, sowohl bei der Ernährung als auch in den äusserst flächenintensiven Bereichen des Wohnens und der Mobilität. Für Fernand Cuche geht es darum, den richtigen Massstab zu finden. Dies war auch sein Anliegen, als er sich als Staatsrat für das Réseau Urbain Neuchâtelois (RUN) einsetzte. Dabei ging es darum, die Siedlungsentwicklung entlang einiger Hauptachsen zu konzentrieren, zu Gunsten anderer, für landwirtschaftliche oder sonstige natürliche Nutzungen bestimmten Gebiete. Ausserdem ist er der Meinung, die Problematik der Fruchtfolgeflächen müsse heute auf nationaler Ebene gelöst werden, durch das Festlegen einer gesamtschweizerischen Entwicklungsstrategie und das Einführen eines Ausgleichsmechanismus zwischen den Kantonen. Im Übrigen darf keine Kulturart vernachlässigt werden, denn das Gefühl von Ernährungssicherheit täuscht. Es geht nicht mehr darum, im Geiste der Anbauschlacht im Hinblick auf eine zukünftige Krise bebaubares Land frei zu halten, sondern es gilt, auf die Versorgungsprobleme zu reagieren, die sich weltweit bereits ganz konkret stellen.

Während sich zahlreiche Landwirte in einem Beruf, der gleichzeitig produzieren und an Biodiversität, Landschaft sowie Wasserschutz denken muss, nicht mehr erkennen, bemüht sich Fernand Cuche, die Verbindung zwischen der Welt der Bauern und den Prinzipien einer nachhaltigen Produktion wieder herzustellen.